



Déclaration préalable du SNUipp-FSU 44

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres de la commission paritaire,

Nous y voilà, l'épilogue du paritarisme est pour aujourd'hui. Avouez qu'il eut été dommage de ne pas se voir. Le SNUipp-FSU vous a demandé de réunir dans une même salle les membres de la CAPD. En effet si le virtuel s'adapte à merveille à une gestion verticale de la diffusion des informations telle que la conçoit le ministère, le paritarisme, le partage des informations n'existent que dans un réel échange.

On peut toujours avoir une correspondance numérique, organiser des classes virtuelles mais saurez-vous entendre/comprendre la difficulté et l'extrême fatigue de la profession sans l'insistance des délégué·es du personnel ? Depuis la rentrée, les équipes ont organisé les écoles pour suivre les règles sanitaires, ont justifié auprès des familles le caractère contraignant de ces règles, se sont parfois opposées aux collectivités locales pour la cohérence de règles temporaires ou simplement pour disposer d'un minimum de matériel nécessaire. Elles ont même porté des masques que l'on dit maintenant cancérigènes. Dans nos classes, la parenthèse de l'école fermée, à distance puis facultative a laissé des traces et les écarts sont immenses entre les élèves connecté·es et accompagné·es et celles et ceux qui se sont éloignés des apprentissages scolaires. Et depuis la rentrée, les enseignant·es s'emploient seul·es à "faire classe" pour permettre aux élèves d'apprendre malgré l'existence du protocole. Ils et elles s'épuisent en tenant les écoles à bout de bras sans moyens supplémentaires, sans enseignant·es spécialisé·es supplémentaires pour prendre en charge les élèves qui n'ont pas bénéficié d'accompagnement suffisant au troisième trimestre l'an passé. Ils et elles ont dû mettre en suspens leur programmation conceptualisée avec professionnalisme en fonction de l'état de leurs élèves pour effectuer en CP et CE1 des évaluations qui ne sont que le reflet de l'obstination ministérielle à poursuivre le recentrage de l'école sur les fondamentaux et sur une conception automatisée et étagée des apprentissages. Ces évaluations sont rejetées par la profession : elles n'ont pas de sens pour les acquisitions scolaires, elles sont chronophages, stressantes, inadaptées en terme de compétences et d'outils pour les élèves et ne font que confirmer des difficultés déjà repérées (note de la DEPP d'avril 2020).

Aujourd'hui, l'épuisement de la profession est criant. Enseignant.e.s dont les élèves doivent réapprendre à vivre et apprendre ensemble, chargé.e.s de direction qui ne voient pas, loin de là, leur charge de travail s'amenuiser, équipes enseignantes qui se voient imposer des formations continues qui ne correspondent pas à leur besoin, AESH qui dans les PIAL subissent injonctions et remise en cause de leur travail, enseignant·es en RASED redéployé·es faute de moyens pour les remplacer ou envoyé·es en remplacement quand cette année plus que jamais, un grand nombre d'élèves aurait besoin d'elles et eux. Cette remise en cause des missions et statuts comme à l'école de la Rabotière est inadmissible mais dans la lignée ministérielle qui vise à détricoter nos droits.

Alors non, on ne peut dire que la rentrée se soit faite dans la joie et ni que tout était prêt. Alors oui, le P/E augmente dans le département, mais vous êtes dans l'impossibilité de baisser les seuils en école élémentaire, d'augmenter le nombre d'enseignant·es dans les RASED, de ne pas partager nos inquiétudes concernant les besoins en remplacement pendant la période hivernale, de renforcer les équipes là où il y a des besoins de postes de maître·ses supplémentaires comme à l'école Pauline Rolland par exemple. Les problèmes de plus en plus flagrants du manque de remplaçant.e.s, malgré les nombreuses créations que vous avez faites à votre arrivée, est une des preuves de l'impréparation de la rentrée par le Ministre. Il était et il est urgent d'embaucher des enseignant.es. Cette mesure de bon sens se heurte aux politiques néolibérales de l'individualisation, du mérite, du démantèlement des services publics. Nos collègues du secteur hospitalier ont bien vu que le Ségur de la santé et ses mesurette·s n'étaient rien face à une crise sanitaire que ne sait gérer ni E Macron ni son gouvernement.

Nous tenons à redire qu'une fois encore, ce sont les élèves les plus en difficulté qui subissent et en subiront le plus les conséquences creusant d'avantage l'écart qui s'est installé avec le confinement. Ces élèves ont besoin de

RASED complets, de maîtres et maîtresses supplémentaires, de classes dans lesquelles il n'y a pas plus de 25 élèves en dehors de l'éducation prioritaire et 20 dans celle-ci.

Cette CAPD va valider l'avancement accéléré pour 30 % des PE au 6ème et 8ème et le changement de grade pour 325 collègues et permettre à la profession de connaître une dernière fois :

-les éléments dont l'administration se sert pour départager celles et ceux qui seront promu·es au mérite et celles et ceux qui le seront à l'ancienneté.

-de constater l'existence d'un vivier d'excellence sur la circonscription de Nantes IV dont nous vous demandons des explications. (6 collègues de cette circonscription ont un avis excellent sur les 12 promu·es avec le même avis)

-de comprendre que la mise en place de cette règle d'avancement permet à des collègues ayant 6 ans d'ancienneté de changer d'échelon avant d'autres qui en ont 9 ou 10.

- de se scandaliser quand des collègues avec plus de 20 ans d'ancienneté se voient privé·es d'un accès à la hors classe parce qu'ils et elles ont eu une carrière d'instituteur·trice alors que des PE sont promu·es avec une AGS moindre.

Mais Ainsi les professeur·es des écoles du département, s'ils et elles peuvent constater ces travers c'est bien parce que cette CAPD existe et permet aux représentant·es du personnel d'avoir accès aux documents et de transmettre à la profession les éléments qui les concernent directement puisqu'il en va de leur carrière, salaire ou de leur lieu et conditions d'exercice. Cette instance que le SNUipp-FSU a toujours voulu transparente, dérange ce ministère qui cherche à se débarrasser des organisations syndicales telles que la notre car la profession a choisi le syndicalisme de transformation plutôt que celui de l'accompagnement. Face à cette opacité en marche, la revendication du SNUipp-FSU d'un avancement au même rythme pour toutes et tous est la seule réponse. Le démantèlement du service public d'éducation passe par des masques posés sur les grandes opérations de gestions de la carrière des personnels voire de la suppression des CAP. Cela permet à au gouvernement suivi par l'administration de placer leurs pions pour mener à bien les réformes régressives orchestrées par le ministre. De l'opacité, de la négociation de couloir, de la pression, tout ce qui fait du new management libéral une machine à broyer les personnels, à les pousser à quitter leur emploi. Ce procédé, inauguré chez Orange, amélioré à l'ANPE, a conduit des salarié·es à des actes tragiques. Un an après le suicide de C Renon, le SNUipp-FSU est bien conscient que le ministère entend pourrir toujours plus la situation malgré un plan de relance à 400 millions qui ne concernera même pas l'ensemble de la profession et un refus de lever le gel du point d'indice.

Le SNUipp-FSU entend poursuivre sa défense des personnels avec ou sans CAP. Nos collègues l'ont bien compris. Lors des opérations du mouvement 2020, sur les 37 recours et révisions d'affectations, seuls 2 collègues n'ont pas faits appel au SNUipp-FSU. Nous continuerons à rencontrer la profession lors de nos initiatives syndicales et construirons avec elle les nécessaires mobilisations pour faire plier ce ministère de régressions. Nous nous félicitons que la profession s'inscrive en quelques jours et toujours aussi nombreuse à nos stages pédagogiques et revendicatifs. Cela prouve que malgré leur épuisement les personnels s'engagent toujours dans la défense de leur métier et du service public.

Ce ministre qui rêve d'une profession qui se tient sage croit encore pouvoir écarter les enseignant·es de la conception de leur métier mais l'autoritarisme et la verticalité ne sont pas les outils les plus pertinents de l'éducation. Avec les personnels, le SNUipp-FSU construira les mobilisations pour donner du sens à nos métiers et redéfinir le service public d'éducation.